

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/04/4.2

SEANCE DU 14 AVRIL 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE QUATORZE AVRIL à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Julien ROCCHIA, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Robert ARPING, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Nicole MARCHESI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Règlement intérieur relatif à l'action municipale dans le domaine scolaire

Madame Carine BESSON, conseillère municipale présente le projet de règlement intérieur relatif à l'ensemble de l'action municipale dans le domaine scolaire.

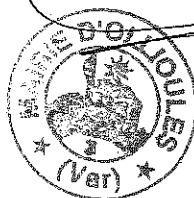
Ce règlement intérieur a été initié pour fusionner les règlements intérieurs existants, l'un pour le restaurant scolaire et les activités périscolaires, l'autre pour le Temps d'Accueil Périscolaire (TAP) issu de la réforme des rythmes scolaires.

Madame BESSON confirme que l'ambition de regrouper les 3 temps d'accueil en un seul règlement apporte simplification et unité à la démarche de prise en charge des enfants par la commune sur le temps d'accueil périscolaire.

Il est précisé que ce règlement sera complété chaque année d'une délibération spécifique relative aux tarifs des prestations servies par la commune.

L'ASSEMBLEE,

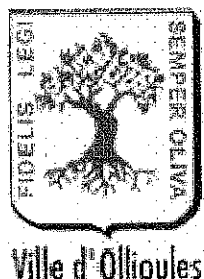
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,



COMMUNE D'OLLIOULES – DEPARTEMENT DU VAR

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

SERVICE SCOLAIRE



REGLEMENT INTERIEUR

Relatif à l'action municipale dans le domaine scolaire

DU RESTAURANT SCOLAIRE MUNICIPAL

DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE

DES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRE (T.A.P)

DES ETUDES SURVEILLEES

Ecoles Publiques

Maternelle et Elémentaires d'Ollioules

Préambule :

La gestion administrative du Restaurant Scolaire et des activités et accueils périscolaires est assurée par le service scolaire sis au 8 rue du Gros Cerveau sous la responsabilité de Mme Marie-Jo MARTEL.

ARTICLE 1 – Présentation

Il convient ici d'expliciter les notions et types d'accueil dont la Ville a la charge directe hors temps scolaire.

- Le Temps Scolaire (TS)

Il s'agit du temps pendant lequel les enfants sont pris en charge par le personnel enseignant et donc sous la responsabilité de l'éducation nationale.

- Le Temps Périscolaire

Il s'agit du temps pendant lequel votre enfant n'est plus sous la responsabilité des enseignants mais du personnel communal.

Ce temps se décompose en plusieurs périodes horaires avec plusieurs modes de prise en charge.

- Le temps d'activité périscolaire (TAP) à caractère facultatif et gratuit, ce temps issu de la réforme des rythmes scolaires est fixé de 15 H 30 à 16 H 30.
- Le temps des études surveillées (ES) qui comprend un nombre de places limitées et qui est payant. Ce temps est fixé de 15 H 30 à 16 H 30.
- Le temps d'accueil périscolaire (PSC) qui est payant et facultatif fixé le matin de 7 H 30 à 8 H 20 et le soir de 16 H 30 à 18 H 30.

- Le Temps de la Demi-Pension (DP)

Il s'agit du temps pendant lequel les enfants sont pris en charge par le personnel communal et conduit dans les locaux du restaurant scolaire pour prendre leurs repas.

Planning des différents temps

Organisation pour les écoles élémentaires « le Château » et « Leï Marrounié » :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI
7H30 / 8H30	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire
8H30 / 12H00	Temps scolaire	Temps scolaire	8h30 / 11h50 Temps scolaire	Temps scolaire	Temps scolaire
12H00 / 13H50	Temps de repas	Temps de repas	11h50 sortie	Temps de repas	Temps de repas
13H50 / 15H30	Temps scolaire	Temps scolaire	Ou Repas cantine	Temps scolaire	Temps scolaire
15H30 / 16H30	T.A.P / Etude	T.A.P / Etude	13h15 sortie	T.A.P / Etude	T.A.P / Etude
16H30 / 18H30	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Ou 13h15 transfert ALSH « Leï Platano »	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire

Organisation pour la maternelle « les Oliviers » :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI
7H30 / 8H30	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire
8H30 / 11H45	Temps scolaire	Temps scolaire	8h30 / 11h50 Temps scolaire	Temps scolaire	Temps scolaire
11h45 / 13h35	Temps de repas	Temps de repas	11h50 sortie	Temps de repas	Temps de repas
13H50 / 15H30	Temps scolaire	Temps scolaire	Ou Repas cantine	Temps scolaire	Temps scolaire
15H30 / 16H30	T.A.P	T.A.P	13h15 sortie	T.A.P	T.A.P
16H30 / 18H30	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire	Ou 13h15 transfert ALSH « Leï Platano »	Accueil périscolaire	Accueil périscolaire

- Le Ramassage scolaire

Le ramassage scolaire est un service gratuit proposé par la ville.

Les horaires et trajets sont communiqués aux familles par courrier dernière semaine d'août (Pour info : 7h30 / 15h45 / 16h45).

Pour le ramassage scolaire gratuit, un dossier avec photo est à remplir au service scolaire.

ARTICLE 2 – Inscription unique PERISCOLAIRE –CANTINE-TAP

Les inscriptions sont prises au Service Scolaire, le renouvellement de l'inscription n'est pas automatique d'une année sur l'autre.

Le dossier d'inscription est à retourner avant le 30 juin au service scolaire.

A défaut l'inscription ne pourra prendre effet que 2 semaines après la date de la rentrée scolaire sauf nouvel arrivant sur la Commune.

La restauration scolaire relève d'un service non obligatoire.

La ville se réserve le droit de ne pas inscrire un enfant si celui-ci a fait l'objet d'au moins 3 rapports de discipline dans l'année. Enfin, en cas d'impayé sur l'année précédente, et quelque soit son montant, il ne sera pas procédé à une nouvelle inscription tant que la dette ne sera pas réglée

Pièces à fournir :

- Attestation de l'employeur
- Fiche verte de renseignement par enfant avec photo

ARTICLE 3 – Admission

L'admission relève de la décision de l'autorité territoriale et :

- de la capacité d'accueil du restaurant scolaire
- des règles administratives, tarifaires, sociales et fiscales applicables
- Chaque étude surveillée est dispensée pour un groupe d'environ 25 enfants. Un nombre de places limitées est arrêté, les enfants inscrits sont mis sur liste d'attente le cas échéant.

ARTICLE 4 – Conditions d'accueil et organisation.

TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (T.A.P)

Ce temps d'activité gratuit a été mis en place par la commune dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

C'est le personnel communal qui est en charge de vos enfants aidé parfois par des intervenants extérieurs.

L'objectif est de proposer des activités en lien avec les projets des écoles, identifiés par les enseignants.

Ces activités se déroulent sous la responsabilité de la municipalité, du coordonnateur et des intervenants. Elles se déroulent au sein des établissements scolaires (salles de classes, salles de périscolaires, bibliothèques, salles d'arts plastiques, cours d'écoles) : Jeux de société, Jeux de plein air individuel ou en équipe, Découverte du livre et de la lecture, Ecoute musicale, Arts plastiques, Chants .../...

Ponctuellement, des intervenants bénévoles pourront venir proposer des ateliers sur des thèmes variés de type : recyclage des déchets, environnement et développement durable, cause animale, risque domestique, découverte de l'astronomie, démonstrations des associations locales....
Pour que chaque enfant bénéficie de la diversité des activités, une rotation tous les 15 jours est mise en place.

Aucun enfant ne peut être récupéré au cours des T.A.P.

ETUDES SURVEILLEES

L'étude surveillée est réalisée sur le temps de 15 H 30 à 16 H 30. Au terme de cette période, soit l'enfant autorisé sort librement au portail, soit il intègre l'accueil périscolaire. Aucun enfant ne peut être récupéré au cours de l'étude surveillée.

GARDERIE PERISCOLAIRE

L'accueil est effectué par du personnel communal à compter de 7h30 le matin et de 16h30 l'après midi.

Pour la maternelle, l'accueil périscolaire est effectué en salle d'animation dite de psychomotricité.

Pour les écoles « Le Château » et « Lei Marrounié », l'accueil est effectué en salle « Grillo » dans l'école « le Château ».

- Le matin, les parents peuvent accompagner leurs enfants entre 7h30 et 8h. Après 8h le portail sera fermé.
- Le matin, à l'issue de la plage horaire, les enfants seront confiés aux enseignants.
- L'après midi, à 16h30, les enfants seront transférés des T.A.P ou de l'étude surveillée aux personnes responsables de la garderie périscolaire.
- Les parents peuvent récupérer leurs enfants à tout moment le soir mais seulement à partir de 16h45 en périscolaire afin d'assurer le transfert des enfants en toute sécurité.
- Un goûter leur sera servi en garderie périscolaire du soir.
- L'enfant sera rendu aux père, mère, représentant légal ou à toute personne mandatée à cet effet. Le pouvoir aura été transmis au responsable de la garderie périscolaire qui le conservera. Le mandataire désigné devra présenter une pièce d'identité et signer le registre.
- En cas de retard imprévu après 18h30, pour venir chercher leur enfant, les parents devront alerter la responsable dès que possible au numéro qui leur aura été communiqué.
- En cas de carence des parents, si un enfant n'a pas été récupéré par les parents ou la personne réglementairement mandatée, la responsable de la garderie devra chercher à contacter la famille par tous les moyens. A défaut, la police nationale sera contactée.

Dans tous les cas :

- Les parents ne devront pas confier d'objet de valeur aux enfants,
- Toute garderie sera effectuée par 2 agents minimum quelque soit le nombre d'enfants accueillis.

ARTICLE 5 – Retards

- Tout enfant récupéré en retard à 16 H 30 au terme des TAP, ou 18h30 au terme de la périscolaire, ainsi que le mercredi à 13h30, sera facturé sur la base du service de la périscolaire (coût horaire), soit 10 € par retard.
- Tout retard à caractère répétitif (3 fois) sera sanctionné d'un premier avertissement, en cas de renouvellement, une exclusion d'un mois sera décidée.

ARTICLE 6 – Rupture de contrat / Engagements des familles

Toute demande de résiliation doit être transmise au service scolaire avant le 25 du mois précédent (exemple : le 25 octobre pour novembre).

L'enfant inscrit aux T.A.P pourra sortir à 15h30 sur présentation d'une décharge selon le modèle annexé complété par le représentant légal et remis à l'enseignant au plus tard le matin. Ce principe prévaut pour une considération unique liée à la sécurité de votre enfant.

ARTICLE 7 – Facturations

Restaurant scolaire :

Les factures sont réalisées tous les 2 mois pour les périodes suivantes : septembre/octobre, novembre/décembre, janvier/février, mars/avril, mai/juin. La facture mentionne le délai de paiement.

Périscolaire et études surveillées :

Les factures sont réalisées tous les mois.

ARTICLE 8 – Paiement

Le paiement est effectué par tout moyen à la convenance du redevable, à l'échéance indiquée au bas de la facture, à savoir :

- chèque bancaire
- espèce
- prélèvement automatique (dans ce cas, se présenter au bureau avec un RIB lors de l'inscription, pour signer l'autorisation de prélèvement)

Les frais de rejet de chèque, et rejet de prélèvement seront acquittés par le redevable.

Tout non paiement de la facture dans un délai de 30 jours peut entraîner une exclusion.

Pour le restaurant scolaire, le C.C.A.S de la ville d'Ollioules peut accorder des secours aux familles en difficulté sur la base d'une délibération du conseil d'administration et après enquête sociale.

Le prix du repas et de la garderie périscolaire sont fixés par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 8 – Remboursement des repas

Pour le restaurant scolaire, cette procédure est applicable selon 2 motifs déclinés ci-après :

1. Maladie de l'enfant :

Élémentaires : seules les absences supérieures ou égales à une semaine justifiées par un certificat médical seront déduites.

Maternelles : les absences d'un jour et plus justifiées par un certificat médical seront déduites.

2. Grève et absence des instituteurs :

Pour toutes les écoles, il sera prévu le non paiement des repas lors des journées pédagogiques, pour grèves, sortie de fin d'année, classe verte ou de découverte, à la condition expresse que le Directeur d'école prévienne le Gestionnaires suffisamment à l'avance.

Enfin, sur présentation d'une simple lettre, une semaine avant, les parents pourront retirer leurs enfants sans avoir à payer le prix du repas pour la période mentionnée.

Pour la garderie périscolaire, il ne sera procédé à aucun remboursement.

ARTICLE 9 – Traitement médical, allergies, régimes.

Le personnel municipal chargé de la surveillance et du service du repas n'est pas habilité à administrer des médicaments aux enfants.

Le personnel municipal pourra aider à la prise de médicament uniquement dans le strict respect du PAI signé.

Projet d'Accueil Individuel (PAI) :

Un PAI sera mis en place si nécessaire avec la collaboration du médecin scolaire pour les enfants souffrant de maladie chronique nécessitant un suivi régulier.

Ce dossier est à compléter auprès de l'école de l'enfant. Il sera validé par la suite par les services municipaux ayant la charge de l'enfant.

Panier repas & goûter fournis par la famille :

Pour les enfants souffrant d'une allergie alimentaire et souhaitant prendre le repas au restaurant scolaire, il sera demandé aux familles un panier repas.

Cela nécessite un entretien préalable avec les familles et la mise en place d'un protocole (à compléter lors de l'inscription au bureau du service scolaire).

Aucun aliment ne sera donné à l'enfant. (repas, gouter.....etc)

Dans tous les cas « un jeu » de médicaments sera demandé à l'inscription et pour chaque accueil (restaurant scolaire, T.A.P, périscolaire).

ARTICLE 9 – Accidents

En cas d'accident bénin, les agents sont autorisés à donner de petits soins sans médication.

En cas d'accident plus grave, le surveillant et / ou la responsable contacteront sans délai le SAMU (au 15) et préviendront les parents. Le principe de précaution prévaudra.

Le Maire (son secrétariat) et la Direction Générale des Services seront informés dès ouverture des bureaux. L'adjoint à l'éducation et le directeur de l'école concernée seront également avisés.

ARTICLE 10 – Menus

Les menus du restaurant scolaire seront systématiquement transmis et affichés à chaque école (entrée) ainsi que sur le panneau prévu à cet effet au service scolarité.

Ils seront également mis en ligne sur le site de la ville d'Ollioules www.olioules.fr rubrique « menus du restaurant scolaire ».

Les repas sont réalisés en régie par du personnel municipal. (confection, production, service)

ARTICLE 11– Règles de savoir vivre, sanctions

La discipline exigée est celle du respect mutuel et de l'obéissance aux règles.

Tout élève dont la conduite ou le comportement est une gêne ou un danger pour le bon fonctionnement et l'ordre, sera passible de renvoi après 3 avertissements.

Les 2 premiers avertissements seront notifiés aux parents par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute contestation de la décision de l'administration doit être adressée dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi de la lettre recommandée.

Dans le cadre du fonctionnement du restaurant scolaire ou des temps périscolaires, aucune remarque à l'encontre d'un agent communal ne devra lui être faite directement par les parents. Les remarques éventuelles devront être faites au service scolaire ou seront adressées par écrit à Mr le Maire qui appréciera les arguments.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/04/4.3

SEANCE DU 14 AVRIL 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE QUATORZE AVRIL à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Julien ROCCHIA, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Robert ARPINO, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Nicole MARCHESI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S)</u>
<u>UNANIMITE : OUI</u>		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Contrat Enfance et Jeunesse : renouvellement

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée que la Ville s'est associée à la Caisse d'Allocations Familiales depuis de nombreuses années, pour créer et densifier sa politique contractuelle envers l'enfance et la jeunesse.

Ainsi, depuis 1995 et la première signature des Contrats Enfance et Temps Libre, de nombreuses initiatives de la commune ont vu le jour, soutenues par la C.A.F.

Depuis 2006 et notre délibération du 22 janvier 2007, un contrat d'objectifs est mis en place sur la commune qui consiste, envers un public de 0 à 17 ans révolus, à :

- favoriser le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil,
- rechercher l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes.

Le Contrat Enfance et Jeunesse doit être renouvelé pour une nouvelle période de 3 ans (2015-2017) et prendra effet dès sa signature. C'est l'objet de la présente délibération qui consiste à informer l'assemblée que la collectivité, toujours en partenariat avec la C.A.F, formalise le contenu du nouveau contrat qui est proposé au conseil municipal.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de la Ville du 22 janvier 2007,

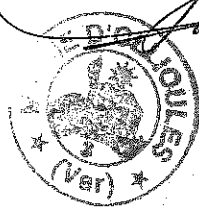

Considérant la nécessité de renouveler le Contrat Enfance et Jeunesse signé avec la C.A.F,

Considérant les termes et objectifs du contrat,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à engager la ville et procéder à l'élaboration du nouveau Contrat Enfance et Jeunesse.
2. DIT que le contrat, dès finalisation, sera présenté à la séance du conseil municipal qui suivra.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service Contrat enfance et jeunesse

**n°201400717 – 83090G02
Commune d'Ollioules**

La durée de la convention

La présente convention prend effet au jour de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2017.

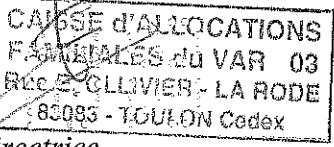
☒ En cochant cette case, « le partenaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- les modalités ci-dessus accompagnées des annexes 1 à 4 et 6 ci-après de la présente convention,
- les « conditions générales prestation de service Contrat enfance et jeunesse (y compris leurs annexes numérotées 4bis, 5 et 6bis) » en leur version d'octobre 2013,

et « le partenaire » les accepte.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à Toulon, le 31/12/2014, en 2 exemplaires

La Caf	le partenaire
	
<i>La Directrice, Pascale MANEVAL-GUIBERT</i>	<i>Monsieur Le Maire, Robert BENEVENTI</i>

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej.

Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci après :

- paiement sans acompte ni avance.

Régularisation

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son annexe 5, la Caf procède au calcul des sommes réellement dues. Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention ;
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

Le suivi des objectifs, des engagements et l'évaluation des actions

Le partenaire s'engage sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées en annexe 5 de la présente convention avant le 15 mai de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 15 mai et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire s'engage à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Préambule

Le Contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

⇒ favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :

- une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
- la définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
- la recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
- une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.

⇒ recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de cofinancement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle a pour objet de :

- déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- décrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- fixer les engagements réciproques entre les signataires.

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : situation de l'offre et perspectives de développement

Annexe 3 : fiche(s) détaillée(s) par action

Ces données sont contenues dans le dossier de demande de renouvellement
« Contrat Enfance et Jeunesse 2014-2017 »

Annexe 4 : le diagnostic

Ces données sont contenues dans le dossier de demande de renouvellement
« Contrat Enfance et Jeunesse 2014-2017 »

Annexe 6 : l'évaluation

ANNEXE 1

Tableau récapitulatif financier

Mairie d'OLLIOULES

Contrat : 201400717

Date d'effet : 01/01/2014

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Total
Actions nouvelles	Accueil Enfance	Crèches collectives	LES TOUCHATOUTS	2 520,04 €	4 180,79 €	4 226,46 €	4 185,07 €	15 112,36 €
		Lieux accueil enfants parents	OLLIOULES LAEP	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Relais assistants maternels	RAM MUNICIPAL	0,00 €	7 797,14 €	7 690,21 €	7 576,60 €	23 063,95 €
		Multi accueil	LA CHARMERIE	5 477,34 €	3 566,02 €	3 584,49 €	3 621,41 €	16 249,26 €
Accueil Jeunesse		ALSH Extrascolaire	Extrascolaire-Lei Platano	37 661,07 €	36 700,30 €	35 693,05 €	34 659,96 €	144 714,38 €
		Accueil jeunes	PASSEPORT LOISIRS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Poste de coordination	Coordination Enfance	9 614,30 €	8 991,73 €	0,00 €	0,00 €	18 606,03 €
Pilotage Enfance	Pilotage Jeunesse	Coordination Jeunesse	9 232,30 €	8 634,47 €	0,00 €	0,00 €	17 866,77 €	
TOTAL				64 505,05 €	69 870,45 €	51 194,21 €	50 043,04 €	235 612,75 €
ACTIONS NOUVELLES								
Actions antérieures	Accueil Enfance	Crèches collectives	LES TOUCHATOUTS	6 371,63 €	6 371,63 €	6 371,63 €	6 371,63 €	25 486,52 €
		Multi accueil	LA CHARMERIE	2 668,66 €	2 668,66 €	2 668,66 €	2 668,66 €	10 674,64 €
		ALSH Extrascolaire	Extrascolaire-Lei Platano	10 330,82 €	10 330,82 €	10 330,82 €	10 330,82 €	41 323,28 €
Accueil Jeunesse	Accueil jeunes	PASSEPORT LOISIRS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL				19 371,11 €	19 371,11 €	19 371,11 €	19 371,11 €	77 484,44 €
ACTIONS ANTERIEURES								
TOTAL				647,18 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	647,18 €
DEGRESSIVITE CONTRAT ANTERIEUR				647,18 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	647,18 €
TOTAL				84 523,34 €	89 241,56 €	70 565,32 €	69 414,15 €	313 744,37 €
Montant Total Contrat Enfance Jeunesse								

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT

TYPLOGIE	Nom action	2013				2014				2015				2016				2017			
		taux occupation	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	taux occupation (2)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	taux occupation (2)	capacité d'accueil	taux occupation (2)
01/01/14																					
Action nouvelle	Les Touchatouts	89,77%	81959	91299	72,56%	65062	89661	89,81%	82000	91299	89,81%	91299	89,81%	82000	91299	91299	89,81%	82000	89,81%	91299	89,81%
Action nouvelle	Ollioules LAEP		172 H			172 H			172 H		172 H			172 H				172 H			
Action nouvelle	RAM Municipal	***	***	***		0,50 ETP			0,50 ETP		0,50 ETP			0,50 ETP				0,50 ETP			
Action nouvelle	La Charmerie	81,83%	57738	70560	81,03%	58055	71645	82,55%	58100	70385	82,97%	70385	83,82%	58400	70385	70385	83,82%	59000	83,82%	70385	83,82%
Action nouvelle	Extrascolaire-Lei Platano	75,84%	83552	110176	60,00%	88000	146666	60,00%	88000	146666	60,00%	146666	60,00%	88000	146666	146666	60,00%	88000	60,00%	146666	60,00%
Action nouvelle	Passeport Loisirs	50,43%	4326	8578	60,00%	6300	10500	60,00%	6300	10500	60,00%	10500	60,00%	6300	10500	10500	60,00%	6300	60,00%	10500	60,00%
Action nouvelle	Coordination Enfance		0,35 ETP			0,35 ETP			0,35 ETP					0,35 ETP				0,35 ETP			
Action nouvelle	Coordination Jeunesse		0,35 ETP			0,35 ETP			0,35 ETP					0,35 ETP				0,35 ETP			
Action antérieure	Les Touchatouts	82,14%	64571	78610	82,14%	64571	78610	82,14%	64571	78610	82,14%	78610	82,14%	64571	78610	78610	82,14%	64571	82,14%	78610	82,14%
Action antérieure	La Charmerie	70,40%	46970	67551	70,40%	46970	67551	70,40%	46970	67551	70,40%	67551	70,40%	46970	67551	67551	70,40%	46970	70,40%	67551	70,40%
Action antérieure	Extrascolaire-Lei Platano	73,44%	60400	82240	73,44%	60400	82240	73,44%	60400	82240	73,44%	82240	73,44%	60400	82240	82240	73,44%	60400	73,44%	82240	73,44%
Action antérieure	Passeport Loisirs	92,81%	4232	4560	92,81%	4232	4560	92,81%	4232	4560	92,81%	4560	92,81%	4232	4560	4560	92,81%	4232	92,81%	4560	92,81%

(1) cf. annexe 5.2

Annexe 6 : l'évaluation

1. EVALUATION DES ACTIONS D'ACCUEIL INSCRITES AU CONTRAT

Indicateurs		Situation avant Cej	Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecart
<input type="checkbox"/> VOLET ENFANCE <input type="checkbox"/> VOLET JEUNESSE					
	Action		<input type="checkbox"/> commune <input type="checkbox"/> C2c <input type="checkbox"/> employeur		
Date d'ouverture /Date dechéance					
Nature du signataire					
Caractéristiques de l'offre	Nombre de places agréées Pmi (Eaje)				
	Nombre de places conventionnées avec la Caf (accueil de loisirs)				
	Prix de revient à l'acte	=	<input type="checkbox"/> > au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> = au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> < au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> > au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> = au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> < au prix plafond moyen départemental		
	Coût de fonctionnement annuel (€)				
Montant annuel du reste à charge de la commune (€)					
Taux d'occupation		=	<input type="checkbox"/> > au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> = au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> < au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> > au taux d'occupation moyen départemental <input type="checkbox"/> = au taux d'occupation moyen départemental <input type="checkbox"/> < au taux d'occupation moyen départemental		
	Amplitude d'ouverture journalière agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)	=	<input type="checkbox"/> < à 9h/j <input type="checkbox"/> = à 9h/j <input type="checkbox"/> > à 9h/j		
Amplitude d'ouverture annuelle agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)		=	<input type="checkbox"/> > à l'amplitude moyenne annuelle départementale <input type="checkbox"/> = à l'amplitude moyenne annuelle départementale <input type="checkbox"/> < à l'amplitude moyenne annuelle départementale		

	Indicateurs	Situation avant Cej		Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecart
	Nature des emplois concernés (ETP)					
	Taux d'encadrement	=		<input type="checkbox"/> > aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> = aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> < aux normes réglementaires		
	Niveau de qualification	=		<input type="checkbox"/> > aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> = aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> < aux normes réglementaires		
	Temps de concertation			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
	Temps de formation			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
	Différenciation des activités selon les tranches d'âge			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
	Implication des jeunes dans le projet éducatif		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Forme de cette implication		
	Accueil d'enfants en situation de handicap			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
	Accueil d'urgence			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
	Application d'un barème de participations familiales modulé en fonction des ressources			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		€
	Moyenne des participations familiales			€		€
Moyens déployés par la Caf	Aide à l'investissement	Plan crèche concerné		€		€
	Aide au fonctionnement	> Pso		€		€
		> Ps contractuelle		€		€
		> Fonds propres		€		€

2. EVALUATION DES COMPOSANTES DU CONTRAT

Critères	Analyse par type d'action*	Résultats attendus tels que prévus au Cej	Résultats obtenus au terme du Cej	Ecart observé
■ Capacité d'accueil		Objectifs d'accueil. Nombre de places d'accueil atteint.		
■ Prix de revient et moyenne départementale		Objectifs de % de structures dont le prix de revient est égal ou inférieur au prix de revient plafond. Pourcentage de structures dont le prix de revient est inférieur ou égal au prix de revient plafond.		
■ Taux d'occupation		Taux d'occupation cible. Taux d'occupation moyen. Pourcentage de structures dont le taux d'occupation est inférieur au taux d'occupation cible.		
■ Politique tarifaire		Pourcentage de structures appliquant un barème modulé en fonction des ressources des familles.		
■ Niveau de qualification et taux d'encadrement		Objectifs de % de structures dont le niveau de qualification est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Objectifs de % de structures dont le taux d'encadrement est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le niveau de qualification moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le taux d'encadrement moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structure intégrant des temps de concertation dans leur coût de fonctionnement. Pourcentage de structure intégrant des temps de formation dans leur coût de fonctionnement.		
■ Diversité de l'offre		Objectif de structures à l'amplitude journalière supérieure ou égale à 9h par jour. Pourcentage de structures dont l'amplitude journalière d'ouverture est supérieure ou égale à 9 heures par jour.		
■ Attractivité de l'offre		Objectif de différenciation d'activité selon les tranches d'âge. Pourcentage de structures dont le projet éducatif intègre une différenciation d'activité selon les tranches d'âge.		
■ Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets		Objectif de % de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet. Pourcentage de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet éducatif. Formes prises par ces implications.		
■ Accueil d'un public ciblé		Objectifs sur les accueils en urgence et les accueils d'enfants handicapés. Pourcentage de structures accueillant des enfants en situation de handicap. Pourcentage de structures ayant effectué un accueil d'urgence.		

* Accueil collectif, familiale et parental (0-4 ans) (4-6 ans), micro-crèche, Ram, Laep, accueil de loisirs, accueil de jeunes, accueil périscolaire, camps ado, séjours

Principes	Universalité	Adaptabilité	Qualité
Objectifs opérationnels			
Favoriser le développement de l'offre d'accueil	▪ Capacité d'accueil		
Améliorer l'offre d'accueil		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prix de revient et moyenne départementale ▪ Taux d'occupation ▪ Politique tarifaire ▪ Accueil d'un public ciblé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de qualification et d'encadrement
Développer des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands		▪ Attractivité de l'offre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité de l'offre ▪ Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/04/5.1

SEANCE DU 14 AVRIL 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE QUATORZE AVRIL à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Julien ROCCHIA, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Robert ARPINO, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Nicole MARCHESI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S)</u> :		

OBJET : Adhésion de la commune d'Ollioules au groupement de commandes lancé par le SYMIELEC VAR en tant que coordonnateur pour l'achat d'électricité

Monsieur Michel OLLAGNIER, conseiller municipal rappelle à l'assemblée que la suppression des tarifs de vente régulés est programmée pour les consommateurs ultimes domestiques et non domestiques ayant des locaux raccordés avec une puissance souscrite égale ou supérieure à 36 kVa (tarifs « jaune » et tarifs « vert ») le 31 décembre 2015.

Au 1^{er} janvier 2016, les acheteurs soumis au Code des Marchés Publics ou à une procédure obligatoire de mise en concurrence, notamment les collectivités territoriales et les établissements publics, devront avoir signé un nouveau contrat en offre de marché avec un fournisseur de leur choix. A défaut, ils s'exposent à subir une interruption de service puisque leur contrat au tarif réglementé aura disparu et qu'ils n'auront dès lors plus de contrat de fourniture d'électricité.

Dans ce cadre, le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteuses d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique, est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Dans ce contexte, le SYMIELEC VAR a consulté l'ensemble des communes adhérentes en vue de connaître leurs intentions en la matière et si elles comptaient profiter de la mise en place d'un groupement de commandes d'achat d'électricité et services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi tout en optimisant la procédure de mise en concurrence.

Afin de préparer la future convention de groupement qui impose que tous les membres soient signataires, il convient que la commune confirme son intention de participer.

A la vue de la délibération favorable, le SYMIELEC VAR intégrera la commune d'OLLIOULES comme membre du groupement. Une nouvelle délibération sera alors nécessaire pour accepter la convention de groupement définitive.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 8,

Considérant que l'opportunité de cette adhésion par la Ville semble avérée,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

ACCEPTE le principe d'adhésion de la commune d'OLLIOULES au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité, étant entendu qu'une nouvelle délibération devra être prise par le conseil municipal pour adhérer définitivement au groupement.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

